

2. *Prie instamment* les cinq commissions régionales d'appliquer le plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne les femmes et le développement et de n'épargner aucun effort pour développer au maximum ses dimensions régionales;

3. *Prie* le Secrétaire général de porter le plan à l'attention de tous les organes intergouvernementaux des Nations Unies qui œuvrent dans le domaine du développement économique;

4. *Prie* le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale d'inclure dans son rapport annuel sur les activités opérationnelles pour le développement du système des Nations Unies une section sur les femmes et le développement;

5. *Recommande* au Comité administratif de coordination de prendre les dispositions nécessaires pour appliquer le plan à moyen terme à l'échelle du système, notamment en désignant au besoin des organismes responsables et en organisant des réunions *ad hoc* des représentants des centres de liaison pour les questions relatives aux femmes, et pour suivre l'application du plan, notamment en assignant cette tâche à un organe subsidiaire, et de lui faire rapport sur ce sujet, par l'intermédiaire de la Commission de la condition de la femme;

6. *Demande* au Comité du programme et de la coordination d'entreprendre la préparation d'une analyse interorganisations des programmes relatifs à des questions concernant la promotion de la femme, qui sera examinée en 1989, afin d'obtenir les données de base nécessaires pour vérifier et suivre ce qui aura été fait comme progrès dans la voie de la réalisation des objectifs du plan à moyen terme à l'échelle du système et, dans ce contexte, prie le Secrétaire général de transmettre un rapport sur l'analyse interorganisations des programmes à la Commission de la condition de la femme à sa trente-deuxième session;

7. *Invite* les organes directeurs des organismes des Nations Unies à accorder toute l'attention voulue au plan à moyen terme à l'échelle du système, et de prendre des dispositions pour l'appliquer dans leurs plans à moyen terme, ou dans les documents équivalents, et dans leurs budgets-programmes;

8. *Prie* tous les organismes intéressés de faire rapport à l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur les mesures qu'ils ont prises ou ont l'intention de prendre pour appliquer le plan à moyen terme à l'échelle du système.

36^e séance plénière
8 juillet 1987

1987/87. Pratiques économiques israéliennes dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés

Le Conseil économique et social,

Rappelant la décision 40/432 de l'Assemblée générale du 17 décembre 1985, par laquelle l'Assemblée a prié le

Secrétaire général de rédiger un rapport sur les pratiques financières et commerciales des autorités israéliennes d'occupation dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés,

Notant que le rapport du Secrétaire général⁶¹ ne porte que sur les pratiques financières des autorités israéliennes d'occupation dans les territoires palestiniens occupés,

Prie le Secrétaire général d'appliquer intégralement la décision 40/432 de l'Assemblée générale et de faire rapport à l'Assemblée à sa quarante-troisième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur l'application de cette décision.

36^e séance plénière
8 juillet 1987

1987/88. Renforcement et amélioration des opérations intergouvernementales de programmation de la coopération technique entre pays en développement

Le Conseil économique et social,

Reconnaissant le rôle et l'importance de la coopération technique entre pays en développement dans le développement social et économique des pays en développement et dans le renforcement de la coopération Sud-Sud,

Réaffirmant la validité des recommandations contenues dans le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement⁶²,

Notant avec satisfaction les résultats des opérations consacrées récemment à la programmation de la coopération technique entre pays en développement et au renforcement de l'autosuffisance individuelle et collective des pays en développement,

Reconnaissant que les opérations intergouvernementales de programmation de la coopération technique entre pays en développement constituent un moyen utile de promouvoir une telle coopération technique,

Reconnaissant également l'importance du maintien de la participation des pays développés pour appuyer, lorsqu'il y a lieu, les activités relatives à la coopération technique entre pays en développement,

Reconnaissant en outre l'importance du rôle de catalyseur et de soutien que le système des Nations Unies pour le développement joue dans la promotion de la coopération technique entre pays en développement, et la nécessité de développer les activités du système dans ce domaine,

Tenant compte de la nécessité de mieux intégrer les potentialités et les ressources de la coopération technique entre pays en développement aux activités opéra-

⁶¹ A/42/341-E/1987/78.

⁶² *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement*, Buenos Aires, 30 août-12 septembre 1978 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.II.A.11 et rectificatif), chap. I.